

veau, cette pratique des gouvernements autoritaires s'est intensifiée en Amérique latine au cours des dernières années. On dénombre actuellement plus de 90 000 cas de disparition forcée dont 30 000 en Argentine seulement. La disparition involontaire des citoyens constitue l'axe principal de la répression dans ces pays où règne la doctrine de la "sécurité nationale".

La disparition forcée, précédée d'une arrestation et toujours suivie d'une séquestration réalisée par des agents du pouvoir public (armée, police), permet à un régime des pratiques continuelles de torture et des détentions illégales qui neutralisent tout mécanisme traditionnel de défense des victimes.

FEDEFAM cherche par son action à dénoncer en permanence la pratique de la disparition forcée. Celle-ci représente une série de violations des libertés et des droits fondamentaux tels que: le droit à la vie, à l'intégrité physique et morale, le droit d'être à l'abri des tortures et autres mauvais traitements, le droit d'être jugé devant des tribunaux indépendants et impartiaux, le droit de communiquer librement avec la famille et les amis, et le droit à l'assistance juridique. Mais la disparition forcée signifie encore plus: elle signifie la non-existence de la personne. Pour les familles, les amis et les proches de la personne portée disparue, cela signifie le néant total quant au sort, à l'avenir et à la situation de la ou du disparu(e). C'est comme vivre un deuil non consommé.

Cette méthode est utilisée sans discernement par les militaires contre des individus ou des groupes soupçonnés de représenter un danger pour la sécurité nationale dans ces pays. Toute personne également qui pourrait manifester la moindre opposition à l'injustice des régimes dictatoriaux est une victime potentielle. Les 90 000 détenus-disparus d'Amérique latine proviennent de couches sociales, d'allégeances politiques et de mouvements populaires très différents. C'est ce qui explique qu'on retrouve des membres de partis politiques, des syndicalistes, des étudiants, des pacifistes, des intellectuels, des journalistes, des militants pour le respect des droits de l'homme, des ouvriers, des ecclésiastiques, des enfants, etc. Parmi ces gens on retrouve parfois des femmes enceintes. On n'ignore toujours le sort réservé à ces mères ainsi qu'à leurs enfants.

La déclaration publique de l'ex-gouverneur de la province de Buenos Aires, le général Ibérico St-Jean, prononcée quelques jours après le coup d'Etat de 1976 en Argentine, n'était pas une simple bravade: "Nous allons d'abord tuer tous les agents de la subversion, ensuite leurs collaborateurs, puis les sympathisants; après les indifférents et enfin les timides".

Les dictateurs militaires d'Amérique latine tentent de se donner une image de régime qui assure le respect des valeurs occidentales et chrétiennes. FEDEFAM, par son travail de dénonciation et de revendication, dévoile au monde la tragique réalité qui se cache derrière cette image.

En juin 1982, FEDEFAM regroupait 14 associations dans les pays suivants: Argentine (3); Chili (1); Bolivie (1); Brésil (1); Uruguay (2); El Salvador (1); Mexique (1). Il y a également d'autres groupes en formation au Guatemala, au Paraguay, en Haïti et en Colombie. FEDEFAM défend plusieurs objectifs dont les principaux sont: 1) obtenir la réapparition immé-